MONUSCO

HARVARD HUMANITARIAN INITIATIVE

PNUD

Au service des peuples et des nations

Sondages Consolidation de la Paix et Reconstruction

Est de la République Démocratique du Congo

Rapport 2, Juin 2015

(Données de mars-mai 2015)

Par Patrick Vinck, Phuong Pham, Tino Kreutzer

Contenu :

p3. Large support pour les opérations contre les FDLR, sauf dans les zones concernées. Les doutes persistent quant à l'impact sur la paix.

p5. Sentiment de sécurité stable, sauf dans la ville de Beni (NK) et à Kabare (SK), Mambasa (Ituri)

p6. Les intentions de vote ne sont pas affectées par la mauvaise perception des représentants élus.

P7. Maladies et blessures après un viol : une cause d'exclusion

À propos du sondage

Les résultats de ce sondage sont basés sur 4,317 entretiens menés entre mars et Mai 2015 avec des adultes aléatoirement sélectionnés dans les villes et territoires suivants. La marge d'erreur est de ± 5 points de pourcentage au niveau de confiance de 95%.

Province / District	Territoire / Ville	Echantillon
Nord Kivu	Ville de Goma	447
	Ville de Beni	300
	Beni	175
	Masisi	193
	Nyiragongo	192
Sud-Kivu	Ville de Bukavu	621
	Fizi	222
	Kabare	267
	Uvira	184
	Walungu	225
	Kalehe	215
Ituri	Ville de Bunia	611
	Djugu	215
	Irumu	235
	Mambasa	215
TOTAL		4,317

Pour plus de détails, visitez
www.peacebuildingdata.org/drc
ou contactez info@peacebuilding.org

À propos du Projet

Ce sondage est le deuxième d'une série d'enquêtes qui seront menées pour fournir des données et analyses fiables sur la paix, la sécurité, la justice et la reconstruction en République démocratique du Congo.
Le projet est une initiative conjointe de la Harvard Humanitarian Initiative (HHI) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec la MONUSCO Affaires civiles. HHI est responsable de la collecte des données, de l'analyse indépendante des données, et de la rédaction des rapports, en collaboration avec des partenaires tels que l'Université Libre des Pays des Grands Lacs, Université Catholique de Bukavu et Université de Bunia.

Vinck P, Pham PN (2014). *À la recherche d'une paix durable*: Enquête de la population dans l'Est de la République démocratique du Congo sur les perceptions et attitudes envers la paix, la sécurité, et la justice. Harvard Humanitarian Initiative, Programme des Nations Unies pour le développement.

PeacebuildingData.org

HARVARD HUMANITARIAN INITIATIVE

BRIGHAM AND WOMEN'S HOSPITAL

MONUSCO

PNUD
Au service des peuples et des nations

CREDDA

UNIVERSITE CATHOLIQUE DE BUKAVU

UNIBU Science - Formation - Développement

Canada

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

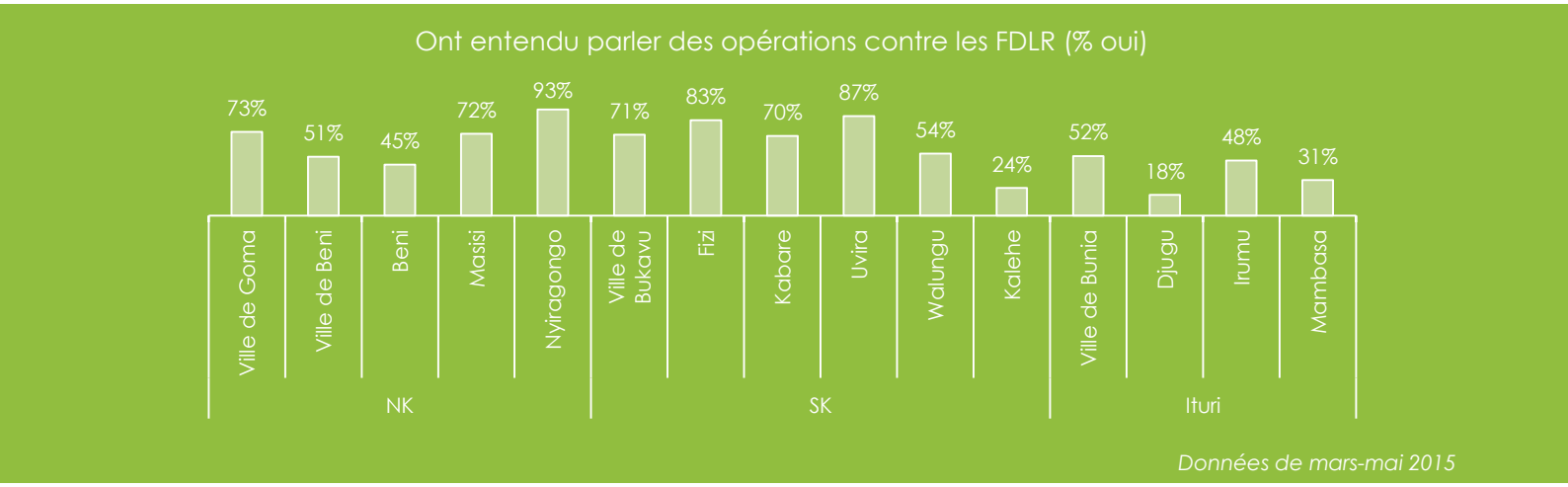
Sida SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AGENCY

MacArthur Foundation

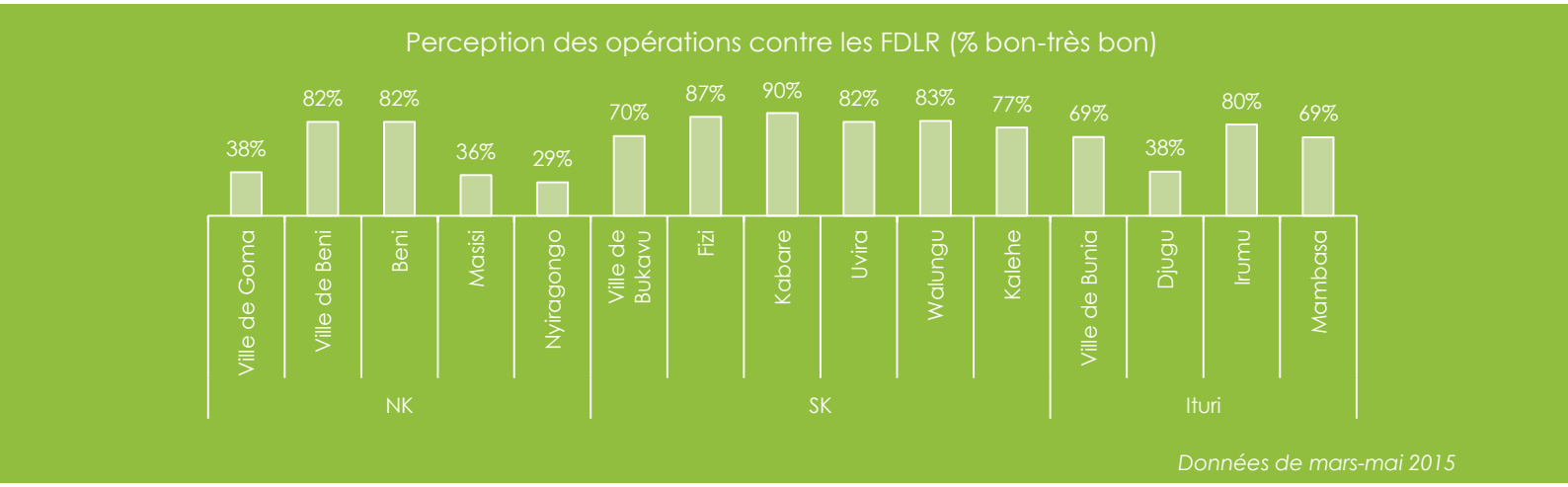
© Harvard Humanitarian Initiative, United Nations Development Program
The information provided and views expressed in this publication
do not necessarily reflect the views of the project partners

Large support pour les opérations contre les FDLR, sauf dans les zones concernées. Les doutes persistent quant à l'impact sur la paix

L'offensive des forces armées de la RDC contre les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) lancées en février 2015 est largement connue, surtout dans le Nord-Kivu et le Sud Kivu, ou, à quelques exceptions près (Beni, Kalehe), plus de la moitié des personnes interrogées sont au courant des opérations – en comparaison, 50% de la population dans l'Est du Congo ont entendu parler de la Cour Pénale Internationale. L'information sur les opérations contre les FDLR est moins fréquemment connue en Ituri.

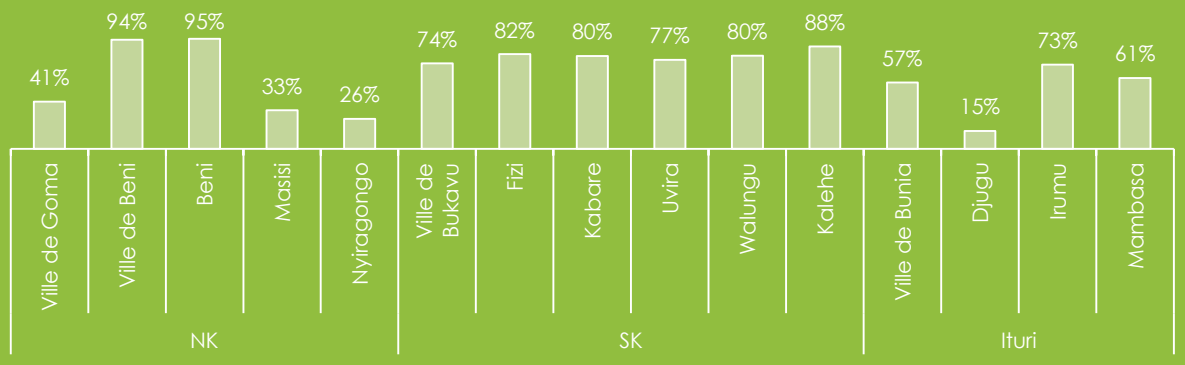


La perception de cette intervention est toutefois très contrastée. Dans presque tous les territoires, une majorité de ceux ayant entendu parler des opérations contre les FDLR juge cette intervention favorablement. Toutefois, à Goma, Nyiragongo et Masisi, environ un tiers seulement des personnes ayant entendu parler de l'intervention la juge favorablement. Ce sont les zones directement concernées. La perception négative semble refléter des craintes de représailles de la part des FDLR, et d'une militarisation dont la population fait souvent les frais.



C'est également dans la ville de Goma et les territoires de Nyiragongo et Masisi que les personnes interrogées sont les plus négatives par rapport à l'effet probable de l'intervention sur la paix à l'Est du Congo. Dans ces zones, moins de la moitié des personnes interrogées s'attendent à des effets moyens à fort sur la paix – inversement, 60% ou plus s'attendent à ce que l'intervention n'ait que peu ou pas d'effets sur la paix.

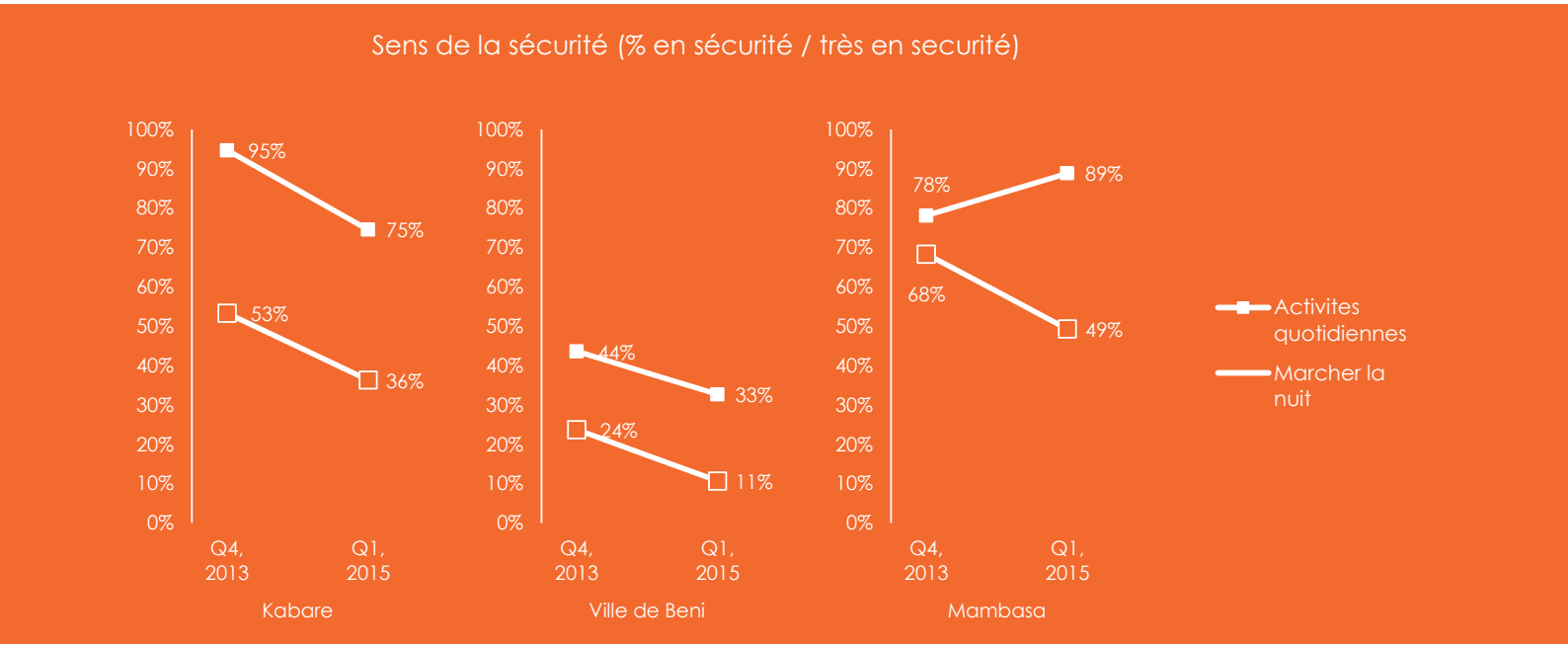
Perception de l'effet de l'intervention contre les FDLR sur la paix (% envisageant peu ou pas d'effets)



Données de mars-mai 2015

Sentiment de sécurité stable, sauf dans la ville de Beni (NK) et à Kabare (SK), contrasté à Mambasa (Ituri)

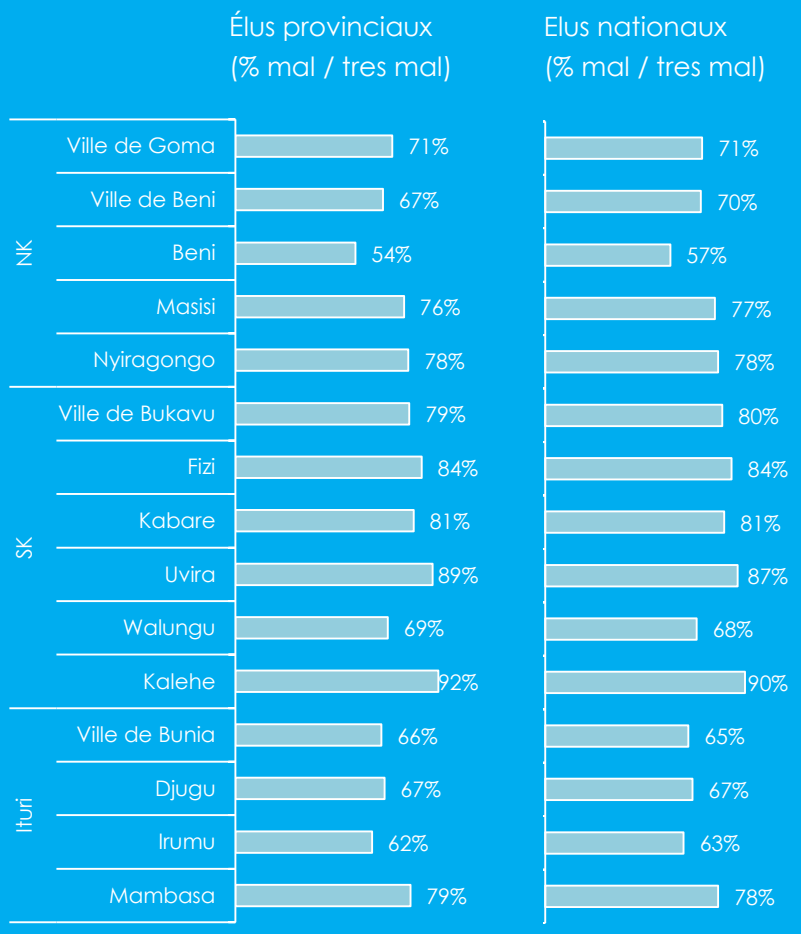
Dans l'ensemble, une plus grande proportion de la population se sent en sécurité aujourd'hui comparé à il y a un an. Toutefois, cette tendance ne se confirme pas à Kabare, Mambasa, et dans la ville de Beni. Dans la ville de Beni, près d'une personne sur deux (49%) rapporte se sentir moins en sécurité aujourd'hui qu'il y a un an – le plus mauvais score de tous les territoires. La proportion de personnes « en sécurité » pour marcher la nuit est passée de 24% à 11% des répondants dans la ville de Beni. Ceci s'explique clairement par la vague d'attaques meurtrières dans la ville. À Kabare aussi, le sentiment de sécurité décroît, mais reste supérieure à la moyenne. À Mambasa, la tendance est mixte puisque les répondants sont plus nombreux à se sentir en sécurité dans leurs activités quotidiennes qu'ils ne l'étaient il y a un an, mais moins nombreux à se sentir en sécurité pour marcher la nuit. Toutefois les autres activités explorées (e.g. aller au marché) suggèrent une baisse générale du sentiment de sécurité à Mambasa.



Les intentions de vote ne sont pas affectées par la mauvaise perception des représentants élus

Dans tous les territoires, une grande majorité de répondants indique qu'ils voteront lors des prochaines élections présidentielles. Toutefois, environ deux-tiers ou plus des répondants indiquent également que leurs élus provinciaux et élus nationaux représentent très mal leurs intérêts.

Comment les élus représentent-ils les intérêts et opinions de la population ?



Données de mars-mai 2015

Maladies et blessures après un viol : une cause d'exclusion

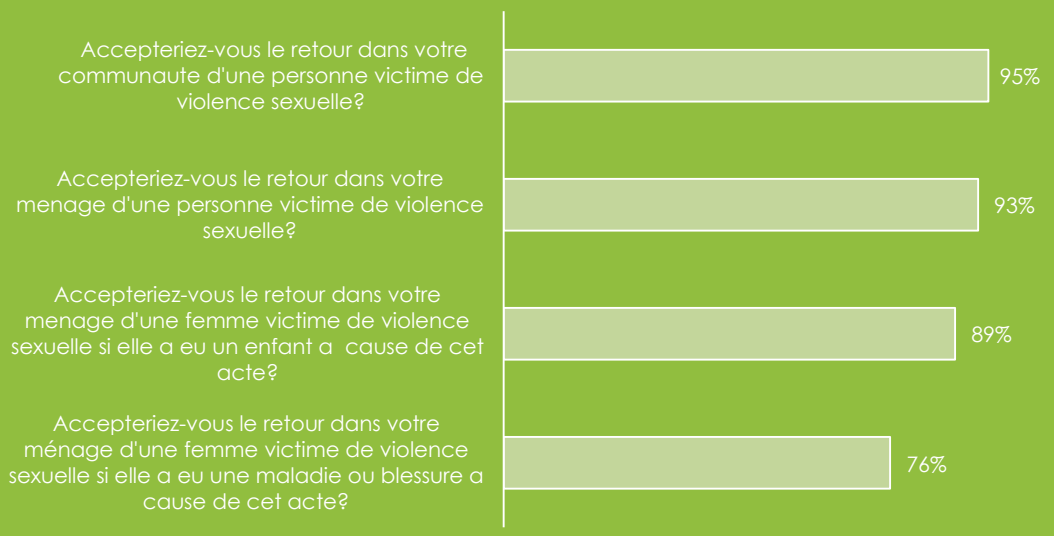
Le deuxième sondage explorait les conditions dans lesquelles le retour d'une femme victime d'un viol est acceptable pour les répondants :

- Le retour dans la communauté d'une personne victime de violence sexuelle ;
- Le retour dans le ménage d'une personne victime de violence sexuelle ;
- Le retour dans le ménage d'une femme victime de violence sexuelle si elle a eu un enfant à cause de cet acte?
- Le retour dans le ménage d'une femme victime de violence sexuelle si elle a eu une maladie ou blessure à cause de cet acte?

Les résultats montrent qu'une large majorité est prête à recevoir dans leur ménage une femme victime de violence sexuelle. Toutefois ces dispositions sont moins fréquentes lorsque les violences sexuelles ont comme résultat la naissance d'un enfant et/ou la transmission d'une maladie, ou des blessures.

Par exemple, à Goma, le monde est presque prêt à accepter le retour de personnes victimes de violences sexuelles dans la communauté (95%) ou au sein de leur ménage (93%). Toutefois ce support est plus rare si une victime de violence sexuelle a un enfant à cause de ces violences (87%), ou si la personne est aussi victime de maladies et blessures.

Retour d'une personne victime de violence sexuelle – Goma, NK data



Données de mars-mai 2015